

INFORMATION OUVRIERE: nous tentons avec nos moyens très modestes, de mettre entre les mains d'ouvriers et d'employés, des informations qui peuvent leur être utiles dans leur lutte quotidienne.

LIAISON OUVRIERE: nous tentons de mettre en contact des militants ou petits groupes dont les expériences doivent être rapprochées et confrontées pour gagner en efficacité. Nous sommes socialistes et révolutionnaires, mais n'appartenons à aucun parti, ni ne nous réclamons d'aucun syndicat et ne visons à constituer ni un nouveau parti, ni un nouveau syndicat.

L'INFORMATION & LA LIAISON OUVRIERES ne deviendront ACTION & VERITE qu'entre les mains de ceux qui TRAVAILLENT dans LES ENTREPRISES.

APERÇU SUR LA GREVE DE GENERAL MOTORS

Bâtie sur l'emplacement des anciennes usines MATHIS, la "GENERAL MOTORS (FRANCE)" est une usine toute moderne, avec à ses portes, des gardiens en livrée. Y travaillent environ 3.000 ouvriers. 645 ont été licenciés depuis AOUT. Ces ouvriers sont jeunes pour la plupart, soigneusement sélectionnés, (ayant fait leur service militaire, pas réformés, jamais condamnés etc...). Y travaillent aussi beaucoup de femmes et de jeunes filles, ainsi que de nombreux étrangers - nord-africains, italiens, etc... - qui sont très solidaires de leurs camarades français. D'une façon générale, il règne une grande solidarité dans l'usine, malgré le dicton qui court: "chacun pour soi et dieu pour tous".

LA SITUATION A LA "GENERAL MOTORS"

On sait que c'est la baisse de salaires résultant de la diminution des horaires qui est la cause immédiate de ce mouvement. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas que dans la machine à laver on travaille encore 50 heures par semaine.

Il est vrai que la G.M. passait, ces dernières années pour une usine relativement favorisée sur le plan des salaires, Mais depuis quelque temps de nombreuses usines avaient obtenu des augmentations qui tendaient à ramener les salaires de la G.M. à peu près au même niveau que les autres.

Tous ces faits ont créé un climat de mécontentement intense.

D'autre part, les ouvriers sont conscients des menaces de récession dans l'électro-ménager, et savent que l'usine a du mal à écouler ses frigidaires; ils remarquent aussi que le prix de la machine à laver est trop élevé. Certes, le ralentissement de l'activité sur le marché du frigidaire fait que le patronat, lui aussi, ne voudrait pas céder. Mais les ouvriers n'oublient pas que la G.M. ne fabriquent pas que des frigidaires, mais aussi des delcos, des bougies, sans parler de ces machines à laver qu'on est justement en train de lancer à coups d'heures supplémentaires et que là, le patronat est encore vulnérable.

En outre, si on réduit les effectifs et les heures, les ouvriers qui restent ne se tournent pas les pouces pendant leurs heures de travail. Et c'est peut-être cette contradiction entre d'une part les cadences de plus en plus épuisantes et d'autre part des salaires amputés du quart ou plus qui a poussé l'indignation à son comble. Donc, depuis plusieurs semaines déjà le climat était à la lutte, et l'on parlait des 30 frs. Mais, les pourparlers avec la Direction n'aboutissaient jamais.

LE DECLENCHEMENT DE LA GREVE.

Lundi matin certains ateliers ont débroyé.

Des groupes d'ouvriers allaient d'atelier en atelier pour encourager leurs camarades à participer au mouvement.

Mardi matin la grève s'était étendue à tout l'établissement.

Il semble que certains ateliers d'O.P. aient débrayé les premiers. Mais de toute façon, le débrayage a été très rapide, de l'avis de tous. C'est pourquoi un ouvrier pouvait dire: " Je n'ai jamais vu de mouvement aussi spontané " et lundi, à la cantine, les délégués ont trouvé tout le monde décidé à un mouvement d'envergure. Les femmes n'étaient pas les dernières à manifester leur combativité.

Un certain nombre d'employés et de cadres était du mouvement. Les employés n'avaient pas profité beaucoup, paraît-il, des précédentes augmentations. Mais, comme toujours jusqu'ici, les ouvriers qui sont la force principale de la lutte, se battent pour quelques milliers de francs par mois et les cadres qui eux, auraient beaucoup de mal à faire grève tous seuls, bénéficieraient au taux de 15% de plusieurs dizaines de milliers de francs d'augmentation. Malgré cela, il semble que les cadres de bureau et les employés n'aient participé que très partiellement à la grève.

Toujours est-il que les ouvriers s'occupent avant tout de leur propre sort et estiment-ils que ce que leurs camarades américains ont obtenu du même patron, il n'y a pas de raison pour que eux, ouvriers français ne l'obtiennent pas aussi. En effet, quand ils entrent à la G.M. on leur fait bien savoir qu'ils travaillent pour une entreprise américaine, voire internationale. Mais, comme le fait remarquer un ouvrier: " On nous le rappelle quand il s'agit des désavantages, et lorsqu'il s'agit des avantages, on nous dit que nous sommes tout de même en FRANCE."

Pour ceux qui n'ont connu le déclenchement de la grève que le mercredi par la presse, il est difficile de se rendre compte exactement de tout ce qui s'est passé les premiers jours.

Ce que l'on sait, c'est que les diverses entrevues entre les délégués du "Comité d'Etablissement" et la direction n'ont pas abouti à un accord et qu'à chaque fois les ouvriers ont décidé de continuer la lutte. Le mercredi soir, les pourparlers ont duré jusqu'à huit heures et de nombreux ouvriers étaient rentrés chez eux lorsque la Direction a voulu faire reprendre le travail par l'équipe du soir, sans qu'elle puisse consulter l'équipe du matin. Malgré la menace d'un lock-out d'un mois si cette équipe ne reprenait pas, les ouvriers ont refusé.

LE LOCK-OUT.

Le lendemain matin, jeudi, les ouvriers de l'équipe du matin, sont arrivés pour attendre dans l'usine la fin des pourparlers. Mais ils ont trouvé les grilles fermées, avec un tableau sur lequel était écrit à la craie que le moment de la reprise du travail serait annoncé par la poste parisienne. C'était en fait un lock-out sans que la Direction l'appelle par son nom pour ne pas avoir à payer 75% du salaire aux ouvriers horaires. Ces messieurs savent utiliser les lois.

Pendant la matinée, un groupe de cent à deux cents délégués et ouvriers restera devant la grille en attendant la sortie des délégués du "Comité d'Etablissement". Certains d'entre eux attendent leurs comptes.

En effet, la Direction aurait refusé de recevoir les délégués du personnel pour ne pas admettre les revendications.

Le lock-out s'appliquait, semble-t-il, à tout le personnel des ateliers, y compris les chefs et les contremaîtres. Les gardiens avaient reçu l'ordre de ne laisser passer personne.

FIN DE LA GREVE ET REPRISE DU TRAVAIL.

Vers midi, les délégués du "Comité d'Etablissement" sortent, et avec quelques autres délégués et ouvriers, s'en vont donner un compte-rendu et prendre une décision. Quelques ouvriers s'en vont dans un café voisin...

Vers 13 ou 14 heures, un ancien délégué qui était à la réunion,

raconte que c'est la reprise, que la lutte sera continuée dans l'usine sous forme de grèves tournantes ou de grève perlée, mais il y a une certaine confusion à ce sujet. En même temps des bruits courent: un jeune ouvrier vient dire avec certitude qu'il y aura 15 frs d'augmentation et un mois de congé. Tout le monde dans le café semble bien étonné, et l'ancien délégué fait des signes de tête négatifs.

Plus tard, un ouvrier contestera qu'il soit possible de continuer la lutte à l'intérieur de l'usine sous d'autres formes.

De toutes façons, il doit y avoir une assemblée vers 16h30 près de la grille. A cette heure là, les délégués ont presque fini de parler: ils ont confirmé ce qu'avait dit tout à l'heure l'ancien délégué: " il faut reprendre la lutte à l'intérieur de l'usine sous d'autres formes... Réfléchissez camarades..." Quelques secondes, ou quelques minutes après, le délégué demande si tout le monde est d'accord. Pendant qu'il parle, les ouvriers, quelques centaines, discutent entre eux par petits groupes, et on a du mal à l'entendre. Quelques-uns crient "oui" dans une ambiance générale assez pesante. D'autres continuent à discuter entre eux, et il est émouvant de voir un ouvrier, pâle de colère, dire qu'il n'est pas d'accord: "Alors on a lutté trois jours pour rien. Une autre fois, je ne marcherai pas..." Et il tente de s'en aller quand un autre, plus âgé, le rattrape par l'épaule et le supplie de faire confiance au délégué: " C'est un bon délégué, je le connais depuis longtemps, il a été licencié..." Mais il ne réussit pas, et le gars s'en va toujours furieux, sans d'ailleurs avoir cherché à profiter de l'invitation à la discussion qu'à lancée le délégué dans le brouhaha après la décision.

Un autre ouvrier dira plus tard que si les deux équipes avaient pu être réunies pour prendre une décision ensemble, ça ne se serait pas passé de la même manière.

C'est dans une atmosphère assez confuse que s'est effectué cette reprise: " Alors, quand est-ce qu'on reprend?... qu'est-ce qu'on fait?..." Pour beaucoup, c'est l'échec. A en croire l'HUMANITE, avoir forcé la direction à lever le lock-out est une victoire. Mais pour les ouvriers, il est évident qu'ils n'ont pas fait grève tout simplement pour rentrer dans l'usine. Pour un certain nombre d'entre eux, il n'y avait rien de définitif et jeudi soir ils croyaient encore que la lutte pourrait reprendre lundi aussi fort s'il n'y avait pas satisfaction de la revendication.

BILAN DE LA GREVE.

En attendant, ce même jeudi, l'équipe du soir est rentrée à environ 70% ceux qui étaient partis chez eux ne sachant pas que le travail avait repris. Et vendredi, c'est l'équipe du matin qui doit venir, bien qu'il s'agisse d'un jour chômé pour les ateliers de la production. (I) Elle reprend à environ 70% aussi. Ainsi la direction trouve le moyen de récupérer une journée de grève.

Vendredi ceux qui avaient été les plus prêts à continuer ne veulent plus entendre parler de recommencer lundi. Tout le monde trouve inutile la tactique de débrayage par atelier. Les peintres, qui avaient peut-être été les premiers à débrayer et qui étaient fermement décidés à continuer la lutte jusqu'à complète satisfaction, même si la grève devait durer un mois ont presque tous repris le travail vendredi matin (quelque 90%); ce qui étonne beaucoup tout le reste de l'établissement. Pendant la casse croûte à 8h30, d'autres ouvriers demandent constamment si vraiment à la peinture on a repris normalement. Côté maîtrise, les chefs sont plus sévères que d'habitude.

(I) pour ceux qui ne connaissent pas la G.M., les équipes de production travaillent 4 jours par semaine (lundi à jeudi inclus) en 2 équipes de 10h chacune, interrompues par 10 m de casse-croûte et une 1/2h de repas. L'équipe du matin travaille de 6h30 à 16h30 et l'équipe du soir de 16h30 à 2h30.

Lundi matin, on ne parle plus de la grève, ni de la revendication.

QUE PENSER DE CETTE GREVE?

D'abord, la menace de lock-out était-elle sérieuse? Certains ouvriers ont fait remarquer que le patron aurait réellement hésité à maintenir le lock-out, car ceci l'aurait obligé à payer un millier environ de mensuels à pleins salaires, et les ouvriers horaires à 75%, pour maintenir les ouvriers hors de l'usine. Donc, non seulement l'usine ne produirait pas pendant ce temps, mais la direction aurait en plus des dépenses pour rien. D'autre part, s'il y a maintenant mévente dans l'électro-ménager, tout indique que la G.M. est encore loin de fermer ses portes. De toutes façons, elle cherche à réduire ses frais de production sans rogner sur les bénéficiaires.

Ensuite, comment des ouvriers aussi unanimes et combatifs lundi matin, ont-ils pu accepter aussi facilement la reprise jeudi? Pourquoi ne sont-ils pas réunis TOUS ENSEMBLE avant de prendre une telle décision? Pourquoi, alors qu'ils sont 3000 dans l'usine, ont-ils laissé seulement un groupe de 100 ou 200 camarades devant la grille le matin du lock-out, parmi lesquels il y avait surtout des délégués? Si ce sont les 3000 ouvriers qui forment la grève, alors ce sont les 3000 qui doivent décider de la tournure qu'elle doit prendre. Or, les deux équipes n'ont même pas été réunies ensemble et on a toujours laissé les délégués prendre les décisions à peu près seuls.

Est-ce que faire la grève, cela veut dire pour les ouvriers uniquement écouter un compte-rendu de temps en temps et passer le reste du temps chez soi, ou bien est-ce contrôler effectivement leur mouvement par des assemblées générales fréquentes, par une présence massive, grâce à laquelle informations et opinions peuvent s'échanger démocratiquement et efficacement, éventuellement par des envois de délégations importantes composées d'ouvriers de la base, aux autres usines de la ville, etc...

En attendant, pour l'instant, le découragement de beaucoup et des plus combatifs, est le bilan d'un débrayage limité de ce genre.

Il ne reste pas moins qu'une expérience vient d'être faite et, pour qu'elle ne soit pas tout à fait inutile, il faut que les ouvriers y réfléchissent, et mettent à l'avenir toutes les chances de succès de leur côté par leur action vraiment collective.

=====

Le texte ci dessus a été élaboré d'après le témoignage d'ouvriers ayant participé à la grève et avec le concours de l'un d'entre eux. Il a été diffusé dans l'usine à un petit nombre d'exemplaires.